

population. Les déclarations faites par le ministre des Finances et le premier ministre sur ce sujet, ne nous portent pas à croire qu'ils soient disposés à soulager le peuple par des concessions faites dans le sens indiqué par la résolution de mon honorable ami. Ce que nous demandons, c'est que les charges qui pèsent sur le peuple soient allégées. Nous prétendons que toute notre taxation a besoin d'une révision; que la politique qui a présidé à l'adoption de cette taxation est ruineuse; que les taxes devraient être imposées conformément à l'intérêt public seulement, et que cette règle n'a pas été suivie; qu'une grande partie des taxes, représentant plusieurs millions est prélevée, chaque année, sur le peuple sans jamais tomber dans le trésor public. Cet état de choses devrait cesser, et un changement devrait être opéré. Je ne dis pas qu'il faudrait tout changer immédiatement; mais une réforme sur ce point devrait être entreprise, réforme qui tendrait à faire en sorte que, avant longtemps, il ne serait plus rien payé en matière de taxe, qui ne fût reçu par le trésor public.

L'honorable ministre a mentionné une taxe imposée sur certains articles, et il prétend que le peuple a été libéré d'une certaine partie de la taxation. La mesure de cette libération, M. l'Orateur, est indiquée par le montant des taxes perçues par le trésor. Aujourd'hui, outre l'énorme somme qui n'arrive pas jusqu'au trésor, le montant perçu par le trésor est énorme. La taxation est un lourd fardeau, et elle pèse inégalement sur la population. Tous ne sont pas taxés en proportion de leur moyens de payer. Ceux qui sont le moins capables de payer; ceux qui se trouvent gênés, sont obligés de payer beaucoup plus, proportion gardée, que d'autres plus favorisés de la fortune. Cet état de choses ne devrait pas exister: que nous devrions suivre les principes économiques posés par Adam Smith, il y a un siècle: qu'il faudrait que les taxes fussent imposées de manière à ce qu'elles pèsent sur la population en proportion de la capacité qu'a celle-ci de payer; elles devraient être imposées de manière à ce que les argentiers qui en proviendraient fussent reçus par le trésor et ne prisent pas une autre direction, et que ces taxes fussent imposées dans la mesure fixée par les besoins de l'Etat. Or, ces principes, dans la tarification actuelle, sont violés. La taxation est inégale; elle pèse injustement sur la population; une grande partie de l'argent provenant des taxes est gaspillée, ou n'arrive jamais jusqu'au trésor, et la population paie au trésor plus que ne le requièrent les intérêts publics. Le gouvernement et le parlement devraient inaugurer un nouveau système économique.

L'honorable ministre s'est vanté à diverses reprises, comme si c'eût été un motif de se réjouir, qu'il avait obtenu de la taxation un montant dépassant les besoins du trésor. Il s'est vanté de ses surplus. Un gouvernement ne devrait pas avoir de surplus à sa disposition. Un gouvernement est moins enclin à économiser s'il est en possession d'un surplus considérable. Un gros surplus pousse aux extravagances, et nous en avons été témoins dans ce pays. Mais, M. l'Orateur, voyez les besoins qu'avait le gouvernement, il y a une quinzaine d'années. La somme de \$23,500,000 était alors considérée comme une taxation considérable et excédant le nécessaire, tandis que l'honorable ministre dépense aujourd'hui plus de \$40,000,000, et rien n'indique que cette taxation sera diminuée. L'honorable ministre soumet, tous les ans, ici, un

M. MILLS (Bothwell).

budget, et nous dit que la taxation se monte à environ \$36,000,000. Mais, M. l'Orateur, chacun sait que cette déclaration est trompeuse; chacun sait qu'elle n'est pas conforme aux faits. Chacun sait que, pour ce qui regarde le chemin de fer Intercolonial, des sommes considérables ont été portées au compte des dépenses ordinaires. Or, ce qui a été fait pour l'Intercolonial s'est vu dans les centaines d'autres cas. Si le compte du capital devait être clos, cette distinction pourrait avoir de la plausibilité; mais, aujourd'hui, les dépenses à faire sont exactement les mêmes qu'il y a un quart de siècle, lorsque la Confédération fut inaugurée.

Le ministre des chemins de fer, M. l'Orateur, nous disait, il y a quelques jours, devant une assemblée publique, qu'il serait assez tôt de proposer une politique d'économie lorsque quelqu'un de la gauche indiquerait sur quoi elle peut être pratiquée. Je répondrai à cet honorable ministre que de grandes économies pourraient être réalisées sur le chemin de fer qui se trouve sous sa gestion. Les dépenses de ce chemin pourraient être réduites au niveau de la recette. Je crois aussi que l'on pourrait payer \$5 aux sauvages du Nord-Ouest sans être obligés de déboursier \$7 pour faire ce paiement. Je crois aussi que les sauvages de la Colombie Anglaise pourraient recevoir de nous \$1 sans nous obliger à un déboursement de \$4.50. Je crois aussi que les populations d'un certain nombre de villes et de villages, dans des comtés où le succès électoral est douteux, pourraient se passer des édifices publics que le gouvernement y construit pour se concilier ces comtés, ce qui augmente perpétuellement la dépense publique. Je pourrais indiquer un grand nombre de cas où l'économie pourrait être pratiquée sur une grande échelle. Nous pouvons donc avec raison demander aux représentants du peuple en parlement d'obliger le gouvernement à mettre à l'étude une politique d'économie, et de l'appliquer dans l'intérêt public. Je puis donc, sans injustice envers l'administration, sans nuire aucunement aux intérêts publics, mais en servant même ces intérêts dans une grande mesure, appuyer la motion que mon honorable ami a proposée en amendement à l'adresse.

On prend le vote:—

POUR:
Messieurs

Allen,
Bain (Wentworth),
Beauséjour,
Béchar, d.
Belth,
Bernier,
Borden,
Bowers,
Bowman,
Brodeur,
Bruneau,
Carroll,
Cartwright (sir Richard),
Choquette,
Christie,
Colter,
Davies,
Dawson,
Delisle,
Devita,
Edgar,
Edwards,
Flint,
Fraser,
Geoffrion,
Gillmor,
Godbout,
Grieve,
Guay,
Landerkin,
Laurier,
Leduc,
Lowell,
Macdonald (Huron),
MacGregor,
McMillan (Huron),
McMullen,
Mignault,
Mills (Bothwell),
Monet,
Mulock,
Peterson (Brant),
Perry,
Proulx,
Rider,
Rowand,
Sauborn,
Scriven,
Sempie,
Somerville,
Sutherland,
Vaillancourt,
Yeo.—53.